



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
de la Citoyenneté, de la Légalité  
et de l'Environnement**

**Arrêté n°2024 - 2 MD  
portant mise en demeure à l'encontre de la  
société FRANCE POLYMERES pour son installation  
sur le territoire de la commune de Rousset**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'article L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 portant autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de la demande présentée par la société FRANCE POLYMERES S.A. en vue de l'exploitation des activités de stockage, recyclage, conditionnement de matières usagées à base de polymères concernant notamment les rubriques n° 2791-1, 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article R.181-46 II qui dispose :

*« Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;*

**Vu** l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 susvisé qui dispose : « Le stockage extérieur des produits plastiques sera situé à plus de 20 m du bâtiment de stockage interne. » ;

**Vu** l'article 8.10 de l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 susvisé qui dispose : « Il sera installé sur le site trois poteaux incendie normalisés S 61-213 débitant simultanément au minimum 3000 litres par minute et placés à moins de 200 m du bâtiment le plus éloigné. » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2000-6/175-1999 A du 08 février 2000 imposant des prescriptions complémentaires à la société FRANCE POLYMERES pour l'exercice de l'activité de valorisation de déchets d'emballage à ROUSSET ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 2.2.14 de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé qui dispose : « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout dépôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Pour les installations existantes, un tel exercice est réalisé a minima dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé qui dispose : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;



- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.. » ;

**Vu** l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé qui dispose : « Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. » ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant avec le projet d'arrêté de mise en demeure conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriels du 27 mars 2023 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 13 décembre 2022, l'inspecteur de l'environnement spécialité Installations Classées pour la Protection de l'Environnement a constaté les faits suivants :

- Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables ne sont pas dotées de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles ;
- Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets ne sont pas distinctes et clairement repérées. L'exploitant nous montre en séance un plan défini pour le responsable du stockage mais ce plan n'est pas respecté.

L'exploitant ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). Il suit le stock de manière informatisée par via la responsable commerciale. Il évalue le stock le jour de l'inspection à 950 tonnes ;

- Le stockage extérieur des produits plastiques est situé à moins de 20 m du bâtiment de stockage interne ;
- Quatre poteaux incendie sont présents (1 appartenant à l'exploitant et 3 appartenant à la SCP).

Un test des poteaux a été effectué par la société GSI Services le 17 novembre 2022 sur 2 poteaux uniquement :

- Poteau n° 192113903 à l'intérieur du site et appartenant à l'exploitant (dn 100, marque BAYARD) : Pression statique 11,8 bars, débit à 11,3 bars 60 m3/h ;
- Poteau n° 192113952 à l'extérieur du site et appartenant à la SCP (dn 150, marque BAYARD) : Pression statique 11,2 bars, débit à 11,3 bars 60 m3/h .



L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le débit simultané des poteaux est de 3000 litres par minutes.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 9 et 13-IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé ;
- des articles 8.2 et 8.10 de l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 susvisé.

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :

- L'absence d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés ne permet pas une protection suffisante en cas d'incendie ou de départ de feu ;
- L'absence de distinction des aires de réception, de transit, regroupement, de tri et préparation en vue de la réutilisation des déchets ainsi que l'absence de moyens nécessaires pour évaluer les stocks sont susceptibles d'augmenter les risques notamment en cas d'incendie ou de départ de feu ;
- Le non-respect de la distance d'éloignement entre le stockage extérieur des produits plastiques et le bâtiment de stockage interne ne permet pas de s'assurer que les risques à l'origine du stockage sont maîtrisés notamment en cas d'incendie ;
- L'absence de justification du débit simultané des poteaux incendie ne permet pas de s'assurer que l'exploitant dispose des moyens suffisants en cas d'incendie.

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FRANCE POLYMERES de respecter les prescriptions / dispositions :

- des articles 9 et 13-IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé ;
- des articles 8.2 et 8.10 de l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 susvisé.

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Bouches du Rhône ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société FRANCE POLYMERES exploitant des activités de stockage, recyclage, conditionnement de matières usagées à base de polymères concernant notamment les rubriques n° 2791-1, 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement installation sur la commune de ROUSSET est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé dans un délai d' **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

La société FRANCE POLYMERES exploitant des activités de stockage, recyclage, conditionnement de matières usagées à base de polymères concernant notamment les rubriques n° 2791-1, 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement installation sur la commune de ROUSSET est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé dans un délai d' **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3**

La société FRANCE POLYMERES exploitant des activités de stockage, recyclage, conditionnement de matières usagées à base de polymères concernant notamment les rubriques n° 2791-1, 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement installation sur la commune de ROUSSET est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 susvisé dans un délai d' **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 4**

La société FRANCE POLYMERES exploitant des activités de stockage, recyclage, conditionnement de matières usagées à base de polymères concernant notamment les rubriques n° 2791-1, 2714-1 et 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement installation sur la commune de ROUSSET est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.10 de l'arrêté préfectoral n° 94-348/39-1990 A du 17 mars 1995 susvisé dans un délai d' **1 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 5**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 4 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 6**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 7**

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture,
- Monsieur le sous-préfet d'Aix,
- Monsieur le maire de Rousset,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, 02 JAN. 2024

  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY